

## **Plaidoyer pour les réfugiés syriens**

Dr Bénédicte Halba, présidente de l'IRIV ([www.iriv.net](http://www.iriv.net)), février 2025

Pour les associations et ONG qui accueillent et accompagnent les réfugiés et demandeurs d'asile, les signaux qui peuvent avoir un impact sur les décisions des gouvernements, et sur le traitement des dossiers en souffrance, sont scrutés avec attention. Il vaut mieux anticiper les changements pour ne pas être pris de court et faire face aux événements. L'avenir de milliers, parfois de millions, de vies est en jeu. Les décisions à l'emporte-pièce de l'administration, profitant d'une géopolitique troublée pour durcir les conditions d'accueil et d'asile de communautés soudain considérées en sécurité, sont à surveiller avec soin.

L'année 2025 a commencé comme s'est achevée l'année 2024- dans une déstabilisation géopolitique majeure. La chute du régime de Bachar Al Assad le 8 décembre 2024 a été l'élément le plus surprenant, pour les profanes mais aussi pour les spécialistes. Dorothee Schmid, responsable du programme Turquie et Moyen Orient à l'Institut français des relations internationales, l'exprime très bien (1). Le régime du dictateur syrien était une « coquille vide », adoubi de manière artificielle par la Ligue arabe, qui s'est ralliée à la « pseudo-solution agréée par le trio de tête Russie-Iran-Turquie », qui se partageait cyniquement la dépouille d'un pays exsangue ». Cynisme est le mot qui vient à l'esprit quand on sait que Vladimir Poutine, le président russe, a accordé l'asile politique à son allié syrien, sa famille et ses proches, pour des « raisons humanitaires ».

Bachar Al Assad et son clan ont bénéficié d'une instruction de leur dossier dans des conditions qu'apprécieraient les 3 millions de Syriens jetés sur les routes de l'exil par le dictateur et qui a causé la mort de 150 000 personnes, sans compter les persécutions de sa population depuis plus de cinquante ans (2). Le soutien militaire et politique russe n'est pas désintéressé. Quatre ans après le début de la guerre civile en Syrie (2011), le pays a bénéficié d'un soutien indéfectible de la Russie (dès septembre 2015). Les avions russes ont transporté plusieurs fois le clan Assad avec des sommes d'argent considérables. Selon l'ONG Global Witness, spécialisée dans la lutte contre le pillage des ressources naturelles et la corruption, des membres éminents d'une famille alliée (les Makhlof), placée sous sanctions américaines et européennes, possèdent 38 millions d'Euros de biens immobiliers dans le quartier d'affaires de Moscou, « Moscow City ». Entre 2018 et 2019, Bachar Al Assad a fait parvenir par la Banque centrale de Syrie deux tonnes de billets représentant 250 millions de dollars (3). Des sociétés ont été créées pour gérer ce détournement massif d'argent aux détriments du peuple syrien. Elles étaient parfois coordonnées depuis le Liban, dont les dirigeants sont devenus des spécialistes du détournement à grande échelle d'argent public et de blanchiment (4).

Les combattants du HTC, artisans de la chute du clan Assad, ont permis à des journalistes de l'Agence France-Presse (AFP) en 2024 de découvrir dans des hangars et des entrepôts militaires syriens des millions de comprimés de Captagon (contenant de l'amphétamine) devenue une drogue illicite dont la production et l'exportation, organisées et dirigées par le régime de Bachar Al-Assad, ont transformé la Syrie en narco-État (5). Le soutien de l'Iran au clan Assad a pu favoriser un rapprochement avec la milice terroriste chiite qu'elle soutient, le Hezbollah au Liban, qui pratique les mêmes activités de narcotrafic et de blanchiment d'argent.

Une autre plaie de la Syrie, dont les réfugiés syriens ont été les premières victimes, a été le développement d'un terrorisme international. Selon le chercheur Hugo Micheron, titulaire de la chaire d'excellence du Moyen Orient Méditerranée de l'Ecole normale supérieure, qui a enquêté en France et à l'étranger sur le djihadisme (6), il y a eu trois phases de départ d'Européens fanatisés vers la Syrie qui a suivi l'évolution de la crise syrienne. Le pays est entré dans une guerre civile l'été 2011. Un an plus tard, en 2012, le conflit se confessionnalise ; l'opposition à Bachar Al Assad se djihadise avec un groupe affilié à Al Qaida qui rompt en 2013 avec Daech (Etat islamique). En 2014, ce groupe devenu autonome proclame le califat qui atteint son apogée en 2016 avant de s'effondrer à partir de l'été et de disparaître en 2019, laissant des milliers de djihadistes européens dans le pays.

En 2025, la Syrie fait l'objet d'une surveillance spéciale des services de renseignement occidentaux qui n'aiment pas l'incertitude. L'Etat islamique a été défait mais espère reconstituer ses forces. Pour le directeur du service extérieur français (DGSE) la chute du régime Al Assad pose trois questions (7). La première est le contingent d'une centaine de Français djihadistes, et judiciairisés, qui évoluent en liberté dans le Nord Est syrien. La deuxième question est le sort de centaines d'adultes et autant de mineurs, incarcérés pour fait de terrorisme et surveillés par les forces kurdes, alliés fidèles et efficaces des Européens et des Américains dans la lutte contre le terrorisme. Le dernier point est l'attitude du nouveau régime syrien face à l'Etat islamique qui est pour l'instant un ennemi déclaré. Pour le chercheur Hugo Micheron, les djihadistes européens partis pour la Syrie en 2012 étaient des « pionniers idéologisés » investis dans la cause depuis le début des années 2000, partis avec des équipements paramilitaires, se prenant « des bâtisseurs d'un nouvel ordre moral en Syrie, un territoire où imposer la charia et leur mode de vie salaf-djihadiste » contre les Syriens, premières victimes de ce terrorisme importé. « C'était tout sauf de l'humanitaire » ajoute Hugo Micheron, comme le sauvetage du dictateur syrien par le président russe.

Dès l'annonce de la chute du régime de Bachar El Assad le 8 décembre 2024, plusieurs pays européens qui accueillent les Syriens chassés brutalement de leurs pays depuis 2011 par de multiples menaces, ont annoncé le gel des procédures des demandes d'asile et envisagent un retour des réfugiés dans leurs pays- l'Allemagne, premier pays d'accueil (47000 dossiers en souffrance), le Danemark, la Suède, la Norvège ou la France (8). Cette précipitation est surprenante alors que le pays est en ruine après 14 ans de guerre civile (2011-2024) avec une population martyrisée par plus de 50 années de dictature du clan Assad (1970-2025), et une absence de délégations occidentales depuis 2012 laissant le champ libre à des Etats plus soucieux de leurs intérêts que de ceux de la Syrie (Russie, Iran, Turquie, Qatar). Pour Manon Nour Tannous, docteure en relations internationales franco-syrienne, la révolution baasiste de 1963 qui avait amené le clan Assad au pouvoir en 1970 semblait irréversible et éternelle (9). Avec la chute du régime en décembre 2024, « Les défis sont immenses et le futur incertain. Pourtant cette incertitude en lieu et place de l'éternité, change tout ».

L'Union européenne a décidé de mettre fin aux sanctions imposées à la Syrie le 27 janvier 2025 (10). C'est une source d'espoir. Les demandeurs d'asile et réfugiés syriens en Europe ont besoin de temps pour retourner dans un pays stable et sûr. Le chaos géopolitique est souvent un terrain fertile pour les terroristes et les États prédateurs. Les Syriens à l'étranger ont besoin de plus de temps pour décider, calmement et sans hâte, de revenir dans leur pays.

*Bénédicte Halba dirige un Institut de recherche (iriv) qui intervient sur le thème de la migration depuis 2003 , elle a animé un club à la Cité des Métiers pour un public migrant (2012-2022) et publié un weblog dédié à la migration (2024)- <https://actions-migration.blogspot.com/> .*

(1) Dorothee Schmid « Le retournement de situation en Syrie met l'Occident face à ses responsabilités », Le Monde, 11 décembre 2024

(2) Isabelle Mandraud « Le réfugié de Poutine », Le Monde, 25 & 26 décembre 2024

(3) révélations du Financial Times du 15 décembre 2024

(4) l'ex-gouverneur de la banque centrale libanaise (1993-2023) Ryad Salamé a été mis en examen en septembre 2024 après plusieurs mandats d'arrêts internationaux émis par la justice française et Interpol. Le cabinet international Kroll, a relevé des transactions d'un montant de 8 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros) entre 2015 et 2018 depuis les caisses de la banque libanaise vers une société gérée par un proche de M. Salamé. Hélène Sallon, Le Monde, 4 septembre 2024.

(5) blog de Marc Gozlan , journaliste médico-scientifique, [16 décembre 2024](#) , « Le captagon, cette drogue illicite qui a transformé la Syrie en narco-État », hébergé par le site du Monde.

(6) entretien avec Hugo Micheron « Les djihadistes sont à l'aise dans l'enclavement territorial et communautaire » , Le Monde, 7 janvier 2020

(7) entretien avec Nicolas Lerner, propos recueillis par Christophe Ayad, Le Monde, mardi 14 janvier 2025

(8) éditorial du Monde, « Réfugiés syriens : la précipitation choquante des pays européens », 13 décembre 2024

(9) Manon-Nour Tannous « Les défis de la Syrie après l'éternité », Le Monde, 22 & 23 décembre 2024

(10) éditorial du Monde « Le pari de l'Europe en Syrie », jeudi 30 janvier 2025